

Non, les retraités ne gagnent pas trop, ce sont les salariés qui gagnent peu

C'est la rubrique sur RTL Lenglet-Co du 8 octobre 2021 qui m'a fait bondir, lorsqu'il annonce que les retraités vont perdre plus de 1% de pouvoir d'achat à cause d'une inflation à plus de 2%, malgré une revalorisation de 1%.

Ce n'est pas la première fois que j'entends cette réflexion relayée par les médias. Cela me rappelle, il y a bien plus de dix ans, une grande conférence à laquelle je participais, avec comme invité Olivier Ferrand, créateur du Think Tank Terra Nova, qui annonçait déjà qu'il fallait absolument diminuer les retraites car elles dépassaient le niveau moyen des salaires. Il a été entendu, puisque les revalorisations ont été limitées et même subi des années de blocage !

Pourquoi les retraites peuvent être supérieures aux salaires ?

Pour une fois, je vais parler de mon expérience personnelle. Lorsque j'ai commencé ma carrière chez Péchiney International, les horaires étaient de 10 heures par jour, plus le samedi matin de 7 heures à midi, bureau ou atelier, soit 55 heures par semaine. Cela ne s'arrêtait pas là puisque nous pouvions très souvent effectuer des heures en plus. J'avais un voisin de bureau de 25 ans qui commençait à construire sa maison. Ayant besoin d'argent, il travaillait souvent 80 heures par semaine, voire plus. Un peu plus de dix ans plus tard, lors de mon emploi de chef d'agence en intérim, j'ai eu des intérimaires lors de travaux de maintenance industrielle d'été, qui ont dépassé les 100 heures par semaine !

Combien cela faisait d'heures payées sachant que la base était à 40 heures (comme dans presque tous les pays à cette époque) ? 55 heures, cela représentait 40 heures + 8 heures à 25% (= 2h) et 7 heures à 50% (= 3h50) soit 60h50 de payées par semaine, donc 262 heures payées par mois.

100 heures travaillées, avec le même calcul que ci-dessus, c'était 2 heures de plus de 40 à 48h et 26 heures de plus de 48 à 100 heures soit un total de 126 payées. C'était exceptionnel mais cela a pourtant existé.

Aujourd'hui, sur une base de 35 heures par semaine, on arrive à 151,55 heures travaillées par mois. Quelle différence !!! La moyenne après guerre hors fonction publique était de 50 heures par semaine, aujourd'hui c'est 36,2 heures ! Soit 13,8 heures en moins ! De quoi alimenter la consommation et remplir les caisses.

La forte baisse d'heures travaillées a entraîné et continuera de produire des retraites bien plus faibles que celles des anciens, tant décriées. Les temps vont être difficiles, (et non durs), surtout si l'on reste à 62 ans de départ en retraite.

Autre fait aggravant depuis 1982 et ces dernières dizaines d'années : des cotisations retraite moindres dû aux causes énoncées ci-dessous :

- Le passage de la retraite de 65 à 60 ans en 1982 (soit 300 milliards de perdu par année depuis).
- Le temps partiel était presque inexistant.
- Les périodes de chômage n'existaient pour ainsi dire pas jusqu'en 1970.

- Pas de personne en RMI/RSA.
- Peu de petits « boulots ».

Toutes ces baisses de travail tant à la semaine que sur la durée de vie ont entraîné progressivement notre pays dans une « descente aux enfers ». : fermetures d'entreprises, délocalisations, forte montée du chômage, baisse du pouvoir d'achat L'industrie ne pèse plus que 12,5% du PIB et même 10,1% pour l'industrie manufacturière alors qu'elle se situait à 23,3%, soit moitié moins.

Il faut rappeler que nous sommes passés d'une retraite à 65 ans à 60 ans en 1982 et de 40 heures à 35 heures de base : 1 heure en moins en 1982 et quatre heures en 2000 alors que la durée de vie a augmenté de 23 années depuis la fin de la guerre en 1945. Il y avait 6 cotisants pour un retraité, aujourd'hui c'est 1,4 pour 1 !!!

Pour essayer de boucler leur budget alors que les rentrées étaient sans cesse en baisse, tous les gouvernements ont dû se démener, se creuser l'esprit ou la cervelle pour inventer de nouveaux prélèvements. Et dans ce « jeu là », ils se sont toujours trouvés très inventifs.

Les prélèvements sur salaires ont été multipliés par trois côté salariés et par deux pour les employeurs, même s'il y a eu des ajustements et exonérations pour essayer de préserver l'emploi et la compétitivité.

Mais tous ces nouveaux prélèvements, impôts, taxes, CSG-RDS en tête (augmentée sans cesse et élargie), n'ont pas suffi à supprimer les déficits. Pour ne pas encore écraser nos concitoyens sachant qu'il n'y en a plus que 42,8% qui paient des impôts sur le revenu et en pensant à la réélection, la dernière solution possible c'était de se diriger vers les emprunts. C'est beaucoup moins visible dans les comptes puisque l'on ne rembourse au départ, que les intérêts, ce qui sauve la face. Mais qui paiera les dettes dans les années futures ?

Depuis la crise de 2008, les emprunts pour boucler le budget en plus du déficit annoncé, oscillent aux environs de 200 milliards voire plus (hors période Covid).

Pour maintenir la paix sociale et garder un niveau de vie « convenable », les aides se sont accrues dans des proportions hors du commun. La France, qui ne représente que 1% de la population mondiale, dépense 10% en aides sociales, soit 760 milliards gestion comprise par an pour une dépense publique totale de 1.420 milliards !!! Il ne reste plus que 660 milliards pour gérer la France sans possibilité d'aucun investissement productif et aucune possibilité de répondre aux demandes incessantes de toutes les administrations (hors emprunt).

Avec une durée de vie qui augmente sans cesse et une fécondité en baisse, sans modification des temps de travail et d'activité, cela ne fera que s'accroître. Aucune autre solution ne sera possible. Beaucoup d'autres pays l'on compris depuis longtemps, en premier la Suisse qui a été élue meilleur gestionnaire du monde à six reprises hors finances : Avec des départs en retraite à 65 ans qui n'ont pas bougé et 42 voire 43 heures de travail par semaine.

L'Allemagne qui est restée avec des départs en retraite à 65 ans (malgré des réductions possibles comme en France) vient de passer à 67 ans et vient de voter 68 ans. Les salariés travaillent six années de plus qu'en France, démarrent plus tôt et arrêtent beaucoup plus tard, soit six années de plus, ce qui lui procure 350 milliards de rentrées supplémentaires par année, de quoi être dans les tous premiers exportateurs mondiaux et sans déficit depuis six ans, avec une dette diminuée de 23 pour cent à 60% du PIB (Par comparaison la France a atteint les 100%) !!!

Quel candidat osera mettre en place les 40 heures, des départs en retraite à 65 ans très rapidement, établir la durée d'activité proportionnelle à la durée de vie des retraités pour que cela soit pérenne et ne pas remettre sur le tapis sans cesse une réforme des retraites. Il suffit d'oser expliquer

auparavant aux Français ce qu'ils ont à y gagner

www.danielmoinier.com